

SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

Annexe au procès-verbal de la séance du 17 décembre 1971.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, sur le projet de loi, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, autorisant l'approbation de la Convention de la Conférence de La Haye de Droit international privé sur la loi applicable en matière d'accidents de circulation routière, ouverte à la signature à La Haye le 4 mai 1971, signée par la France à cette même date,

Par M. Pierre-Christian TAITTINGER,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean Lecanuet, président ; Raymond Boin, Louis Martin, Jean Périquier, Pierre de Chevigny, vice-présidents ; Jean de Lachomette, Pierre Giraud, Francis Palmero, Serge Boucheny, secrétaires ; Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Jean Berthoin, Charles Bosson, Louis Brives, Maurice Carrier, Léon Chambaretaud, Jean Colin, Roger Deblock, Emile Didier, Jacques Duclos, Baptiste Dufeu, Robert Gravier, Raymond Guyot, Louis Jung, Michel Kauffmann, Emmanuel Lartigue, Jean Legaret, Marcel Lemaire, Jean Lhospied, Georges Lombard, Ladislas du Luart, Michel Maurice-Bokanowski, Gaston Monnerville, André Morice, Dominique Pado, Henri Parisot, Maurice Pic, Roger Poudonson, Georges Repiquet, Abel Sempé, Edouard Soldani, Pierre-Christian Taittinger, Jacques Vassor, Emile Vivier, Michel Yver.

Voir les numéros :

Assemblée Nationale (4^e législ.) : 2034, 2105 et in-8° 531.

Sénat : 109 (1971-1972).

Traités et Conventions. — Circulation routière - Accidents de la circulation.

Mesdames, Messieurs,

Le développement récent du tourisme international et de l'utilisation de la voiture particulière, l'accroissement des accidents de la circulation qui en résulte, ont posé un certain nombre de problèmes juridiques, notamment en ce qui concerne la loi applicable lorsque ces accidents surviennent à l'étranger.

La Conférence de La Haye de Droit international privé a, sur le rapport d'une commission spéciale présidée par un Français, le Professeur Loussouarn, mis au point le texte de la Convention qui fait l'objet du projet de loi qui vous est soumis.

Cette Convention constitue un instrument juridique qui devrait permettre de faire disparaître l'incertitude actuelle concernant la loi applicable à la responsabilité civile extracontractuelle en matière d'accidents de la route.

La Convention règle uniquement les problèmes de conflits de loi à l'exclusion de ceux concernant la compétence juridictionnelle ou l'exécution des jugements qui font d'ailleurs actuellement l'objet d'autres travaux de la Conférence de La Haye.

Elle ne couvre pas les obligations découlant de contrats, contrats d'assurances ou de transport par exemple.

Dans son article 1^{er}, la Convention précise ce qu'il faut entendre par accidents de circulation routière.

L'article 2 stipule qu'elle ne s'applique pas à la responsabilité des fabricants de véhicules, à la responsabilité du propriétaire de la voie de circulation, aux responsabilités du fait d'autrui à l'exception de celle du propriétaire du véhicule et de celle du commettant, aux recours entre personnes responsables, aux recours concernant les assureurs, aux actions et aux recours exercés par ou contre les organismes de sécurité sociale.

L'article 3 fixe la règle générale suivant laquelle la loi applicable est la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel l'accident est survenu.

L'article 4 prévoit des dérogations à ce principe : dans certains cas c'est la loi interne de l'Etat d'immatriculation qui est applicable.

L'article 5 prévoit les domaines d'application de la loi, notamment pour les dommages aux biens transportés dans le véhicule.

L'article 11 donne au texte une grande portée puisqu'il précise que l'application des articles 1^{er} à 10 est indépendante de toute condition de réciprocité et que la Convention s'applique même si la loi en vigueur n'est pas celle d'un Etat contractant.

Les trois articles suivants sont relatifs aux pays à système juridique non unifié et notamment aux Etats fédéraux.

L'article 17 précise que la Convention entrera en vigueur le sixième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification.

L'article 18 prévoit la faculté d'adhésion à la Convention de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies.

Enfin, l'article 20 fixe à la Convention une durée de cinq ans avec possibilité de tacite reconduction tous les cinq ans.

*
* *

La France a déjà signé plusieurs Conventions en matière de circulation routière telle que la Convention de Genève de 1949 sur la circulation et la signalisation routière, ainsi que la Convention européenne de 1964 pour la répression des infractions routières.

L'actuelle Convention n'a été pour le moment signée que par cinq Etats (la France, les trois pays du Benelux et le Portugal) alors que vingt-cinq Etats ont participé aux travaux de la Conférence de La Haye de Droit international privé.

Votre Commission des Affaires étrangères souhaiterait savoir pour quelles raisons vingt Etats n'ont pas cru encore devoir apporter leur signature à une Convention dont l'intérêt réside surtout dans une application étendue au plus grand nombre possible de pays. Elle a également émis le vœu que d'autres conventions internationales soient négociées afin d'aboutir à la mise au point d'un véritable code international de la route, d'un code pénal international en matière d'infractions routières, ainsi qu'à l'uniformisation des réglementations concernant le bruit des moteurs.

Sous cette réserve, votre commission vous demande d'approuver le projet de loi qui vous est soumis.

PROJET DE LOI

(Texte adopté par l'Assemblée Nationale.)

Article unique.

Est autorisée l'approbation de la Convention de la Conférence de La Haye de Droit international privé sur la loi applicable en matière d'accidents de circulation routière, ouverte à la signature à La Haye le 4 mai 1971, signée par la France à cette même date, dont le texte est annexé à la présente loi.

ANNEXE

CONVENTION

sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière.

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la loi applicable à la responsabilité civile extracontractuelle en matière d'accidents de la circulation routière,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}.

La présente Convention détermine la loi applicable à la responsabilité civile extracontractuelle découlant d'un accident de la circulation routière, quelle que soit la nature de la juridiction appelée à en connaître.

Par accident de la circulation routière au sens de la présente Convention, on entend tout accident concernant un ou des véhicules, automoteurs ou non, et qui est lié à la circulation sur la voie publique, sur un terrain ouvert au public ou sur un terrain non public mais ouvert à un certain nombre de personnes ayant le droit de le fréquenter.

Article 2.

La présente Convention ne s'applique pas :

1. A la responsabilité des fabricants, vendeurs et réparateurs de véhicules ;
2. A la responsabilité du propriétaire de la voie de circulation ou de toute autre personne tenue d'assurer l'entretien de la voie ou la sécurité des usagers ;
3. Aux responsabilités du fait d'autrui, à l'exception de celle du propriétaire du véhicule et de celle du commettant ;
4. Aux recours entre personnes responsables ;
5. Aux recours et aux subrogations concernant les assureurs ;
6. Aux actions et aux recours exercés par ou contre les organismes de sécurité sociale, d'assurance sociale ou autres institutions analogues et les fonds publics de garantie automobile, ainsi qu'aux cas d'exclusion de responsabilité prévus par la loi dont relèvent ces organismes.

Article 3.

La loi applicable est la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel l'accident est survenu.

Article 4.

Sous réserve de l'article 5, il est dérogé à la disposition de l'article 3 dans les cas prévus ci-après :

a) Lorsqu'un seul véhicule est impliqué dans l'accident et qu'il est immatriculé dans un Etat autre que celui sur le territoire duquel l'accident est survenu, la loi interne de l'Etat d'immatriculation est applicable à la responsabilité ;

— envers le conducteur, le détenteur, le propriétaire ou toute autre personne ayant un droit sur le véhicule, sans qu'il soit tenu compte de leur résidence habituelle ;

— envers une victime qui était passager, si elle avait sa résidence habituelle dans un Etat autre que celui sur le territoire duquel l'accident est survenu ;

— envers une victime se trouvant sur les lieux de l'accident hors du véhicule, si elle avait sa résidence habituelle dans l'Etat d'immatriculation.

En cas de pluralité de victimes, la loi applicable est déterminée séparément à l'égard de chacune d'entre elles.

b) Lorsque plusieurs véhicules sont impliqués dans l'accident, les dispositions figurant sous lettre *a* ne sont applicables que si tous les véhicules sont immatriculés dans le même Etat.

c) Lorsque des personnes se trouvant sur les lieux de l'accident hors du ou des véhicules sont impliquées dans l'accident, les dispositions figurant sous lettres *a* et *b* ne sont applicables que si toutes ces personnes avaient leur résidence habituelle dans l'Etat d'immatriculation. Il en est ainsi, alors même qu'elles sont aussi victimes de l'accident.

Article 5.

La loi applicable en vertu des articles 3 et 4 à la responsabilité envers le passager régit aussi la responsabilité pour les dommages aux biens transportés dans le véhicule, qui appartiennent au passager ou qui lui ont été confiés.

La loi applicable en vertu des articles 3 et 4 à la responsabilité envers le propriétaire du véhicule régit la responsabilité pour les dommages aux biens transportés par le véhicule, autres que ceux visés à l'alinéa précédent.

La loi applicable à la responsabilité pour les dommages aux biens se trouvant hors du ou des véhicules est celle de l'Etat sur le territoire duquel l'accident est survenu. Toutefois, la responsabilité pour les dommages aux effets personnels de la victime se trouvant hors du ou des véhicules est soumise à la loi interne de l'Etat d'immatriculation, lorsqu'elle est applicable à la responsabilité envers la victime en vertu de l'article 4.

Article 6.

Pour les véhicules non immatriculés ou immatriculés dans plusieurs Etat, la loi interne de l'Etat du stationnement habituel remplace celle de l'Etat d'immatriculation. Il en est de même lorsque ni le propriétaire, ni le détenteur, ni le conducteur du véhicule n'avaient, au moment de l'accident, leur résidence habituelle dans l'Etat d'immatriculation.

Article 7.

Quelle que soit la loi applicable, il doit, dans la détermination de la responsabilité, être tenu compte des règles de circulation et de sécurité en vigueur au lieu et au moment de l'accident.

Article 8.

La loi applicable détermine notamment :

1. Les conditions et l'étendue de la responsabilité ;
2. Les causes d'exonération, ainsi que toute limitation et tout partage de responsabilité ;
3. L'existence et la nature des dommages susceptibles de réparation ;
4. Les modalités et l'étendue de la réparation ;
5. La transmissibilité du droit à réparation ;
6. Les personnes ayant droit à réparation du dommage qu'elles ont personnellement subi ;

7. La responsabilité du commettant du fait de son préposé ;

8. Les prescriptions et les déchéances fondées sur l'expiration d'un délai, y compris le point de départ, l'interruption et la suspension des délais.

Article 9.

Les personnes lésées ont le droit d'agir directement contre l'assureur du responsable, si un tel droit leur est reconnu par la loi applicable en vertu des articles 3, 4 ou 5.

Si la loi de l'Etat d'immatriculation, applicable en vertu des articles 4 ou 5, ne connaît pas ce droit, il peut néanmoins être exercé s'il est admis par la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel l'accident est survenu.

Si aucune de ces lois ne connaît ce droit, il peut être exercé s'il est admis par la loi du contrat d'assurance.

Article 10.

L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 11.

L'application des articles 1^{er} à 10 de la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la loi applicable n'est pas celle d'un Etat contractant.

Article 12.

Toute unité territoriale faisant partie d'un Etat à système juridique non unifié est considérée comme un Etat pour l'application des articles 2 à 11, lorsqu'elle a son propre système de droit concernant la responsabilité civile extracontractuelle en matière d'accidents de la circulation routière.

Article 13.

Un Etat à système juridique non unifié n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux accidents survenus sur son territoire, lorsqu'ils concernent des véhicules qui ne sont immatriculés que dans les unités territoriales de cet Etat.

Article 14.

Un Etat à système juridique non unifié pourra, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étendra à tous ses systèmes de droit ou seulement à un ou plusieurs d'entre eux et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et indiqueront expressément les systèmes de droit auxquels la Convention s'applique.

Article 15.

La présente Convention ne déroge pas aux conventions auxquelles les Etats contractants sont ou seront Partie et qui, dans des matières particulières, règlent la responsabilité civile extracontractuelle découlant d'un accident de la circulation routière.

Article 16.

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Article 17.

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 16, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 18.

Tout Etat non représenté à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé qui est membre de cette Conférence ou de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée de celle-ci ou Partie au statut de la Cour internationale de justice pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 17, alinéa premier.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le soixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion. Cette déclaration sera déposée auprès du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas; celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants.

La Convention entrera en vigueur entre l'Etat adhérent et l'Etat ayant déclaré accepter cette adhésion soixante jours après le dépôt de la déclaration d'acceptation.

Article 19.

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 20.

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 17, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 21.

Le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 16, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 18 :

- a) Les signatures et ratifications visées à l'article 16 ;
- b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 17, alinéa premier ;
- c) Les adhésions visées à l'article 18 et la date à laquelle elles auront effet ;
- d) Les déclarations mentionnées aux articles 14 et 19 ;
- e) Les dénonciations visées à l'article 20, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 4 mai 1971, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Onzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Pour la République fédérale d'Allemagne :	Pour le Luxembourg : PAUL REUTER. 3 juin 1971.
Pour l'Autriche :	Pour la Norvège :
Pour la Belgique : W. VAN CAUWENBERG.	Pour les Pays-Bas : E. L. C. SCHIFF.
Pour le Canada :	Pour le Portugal :
Pour le Danemark :	ALFREDO LENCASTRE DA VEIGA, <i>Ambassadeur du Portugal.</i>
Pour l'Espagne :	Pour la République Arabe Unie :
Pour les Etats-Unis d'Amérique :	Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Pour la Finlande :	Pour la Suède :
Pour la France : C. DE MARGERIE.	Pour la Suisse :
Pour la Grèce :	Pour la Tchécoslovaquie :
Pour l'Irlande :	Pour la Turquie :
Pour Israël :	Pour la Yougoslavie :
Pour l'Italie :	
Pour le Japon :	